

20 mai 2021

## **Soudan : Le mouvement de contestation populaire (2018-2019)**

*Des premières manifestations (décembre 2018) à la mise en place du  
Conseil souverain de transition (août 2019)*

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Le déclenchement du mouvement .....	3
3. Le temps du <i>sit-in</i> (6 avril – 3 juin) .....	4
4. Le démantèlement meurtrier du sit-in (3 juin).....	4
5. L'après 3 juin .....	5
6. Chronologie (décembre 2018-août 2019) .....	6
6.1. 2018.....	6
6.1.1. Décembre .....	6
6.2. 2019.....	6
6.2.1. Janvier.....	6
6.2.2. Février.....	7
6.2.3. Mars.....	7
6.2.4. Avril.....	7
6.2.5. Mai.....	8
6.2.6. Juin.....	8
6.2.7. Juillet .....	9
6.2.8. Août.....	9
Bibliographie.....	11

**Résumé :** Un mouvement de contestation populaire éclate au Soudan en décembre 2018 – La répression du régime est très brutale - Le 6 avril 2019, après plusieurs mois de manifestations à Khartoum et dans les principales villes du pays, les manifestants entament un *sit-in* devant l'état-major militaire à Khartoum - Le 11 avril, le président Omar el-Béchéir, au pouvoir depuis trente ans, est renversé et remplacé par un Conseil militaire de transition - Les modalités concrètes d'une transition vers un pouvoir civil suscitent ensuite de vives tensions entre militaires et civils – Le 3 juin, le *sit-in* est démantelé avec une extrême violence causant la mort de plusieurs dizaines de civils – Les négociations entre militaires et civils aboutissent à un accord de transition signé le 17 août.

**Abstract :** A popular protest movement erupts in Sudan in December 2018 - The regime's repression is very brutal - On April 6, 2019, after several months of demonstrations in Khartoum and in the main cities of the country, the demonstrators begin a sit-in in front of the military staff in Khartoum - On April 11, President Omar al-Bashir, in power for thirty years, was overthrown and replaced by a Transitional Military Council - The concrete modalities of a transition to civilian power then give rise to strong tensions between military and civilians - On June 3, the sit-in was dismantled with extreme violence resulting in the death of several dozen civilians - Negotiations between military and civilians lead to a transitional agreement signed on August 17.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Introduction

Un mouvement de contestation populaire éclate au Soudan en décembre 2018, aux termes d'une longue dégradation des conditions économiques, sociales et politiques, et alors que le pays a connu plusieurs épisodes de mobilisation populaire au cours des dix dernières années<sup>1</sup>. Le 6 avril 2019, après plusieurs mois de manifestations à Khartoum et dans les principales villes du pays, les manifestants mobilisés derrière une coalition d'associations de professionnels et de partis d'opposition au sein des Forces de la liberté et du changement (FLC, *Forces of Freedom and Change*), entament un *sit-in* devant l'état-major militaire à Khartoum. Quelques jours plus tard, le 11 avril, le président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis trente ans, est renversé. Il est remplacé par son entourage sécuritaire direct réuni au sein d'un Conseil militaire de transition (CMT). Les modalités concrètes d'une transition vers un pouvoir civil suscitent ensuite de vives tensions entre militaires et civils. Le démantèlement sanglant du *sit-in*, le 3 juin 2019, contraint paradoxalement les militaires à reprendre les négociations et à montrer leur engagement pour la paix. Un accord est finalement conclu en juillet 2019 qui doit servir de base aux négociations futures<sup>2</sup>. Ces négociations aboutissent à la signature le 17 août d'un accord de transition entre militaires et civils<sup>3</sup>.

## 2. Le déclenchement du mouvement

**La révolte qui conduit à la chute du président el-Béchir naît en province**, et plus particulièrement dans les villes de Damazin (Etat du Nil Bleu) et d'Atbara (Etat du Nil), connues pour être des fiefs syndicalistes, où les 17 et 19 décembre des manifestants descendent dans la rue pour protester contre une nouvelle montée du prix du pain. A Atbara, les bureaux du parti présidentiel, le Parti du congrès national (PCN, *National Congress Party*) sont incendiés<sup>4</sup>. L'armée refuse de réprimer les manifestations. Le mouvement s'étend rapidement à d'autres grandes villes du pays, comme Dongola, Gedaref, Kassala, el-Obeid, Wed Medani). Les étudiants de Khartoum se joignent également à la contestation et des manifestations vont se tenir quasi-quotidiennement dans les rues de la capitale au cours des semaines suivantes<sup>5</sup>.

**La répression fait plusieurs dizaines de victimes, tuées par des tirs à balles réelles, au cours des premières semaines de la mobilisation. Des milliers de manifestants sont emprisonnés**<sup>6</sup>. Le régime semble par la suite adopter une stratégie de relative retenue, même si les violences continuent, elles se font moins visibles sur l'espace public<sup>7</sup>.

Les mobilisations, qui touchent de nombreux quartiers du Grand Khartoum<sup>8</sup>, sont d'abord éparpillées, sporadiques et dispersées assez rapidement par la police anti-émeute, qui fait usage abondamment de gaz lacrymogènes, voire de tirs à balles réelles. La révolte s'organise tout d'abord au niveau des quartiers, où des « **comités de résistance** » se constituent. **Une dynamique de mobilisation plus large vient se superposer à celle à l'œuvre dans les quartiers. Une Association des professionnels soudanais**<sup>9</sup> (APS, *Sudan Professional Association*) émerge et s'impose rapidement comme le leader de cette coordination nécessaire<sup>10</sup>. Outre, cette coordination croissante entre l'APS et les comités dans les quartiers, l'APS se joint à d'autres groupes et partis politiques pour signer la Déclaration des Forces pour la liberté et le changement, le 1<sup>er</sup> janvier 2019, qui donne naissance à l'alliance des Forces pour la liberté et le changement (FLC, *Forces of Freedom and Change*)<sup>11</sup><sup>12</sup>.

---

<sup>1</sup> Clément DESHAYES, 10/2018. [url](#)

<sup>2</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>3</sup> Clément DESHAYES, Elena VEZZADINI, 2019/2. [url](#)

<sup>4</sup> Noria Research, 05/2019. [url](#)

<sup>5</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>6</sup> Human Rights Watch, 18/01/2019. [url](#)

<sup>7</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>8</sup> Le Grand Khartoum se constitue des trois villes de Khartoum, Bahri et Omdourman.

<sup>9</sup> Mouvement syndical officiellement lancé en août 2018 réunissant le Comité central des médecins soudanais, le Réseau des journalistes soudanais et l'Association démocratique des avocats.

<sup>10</sup> RFI, 31/01/2019. [url](#)

<sup>11</sup> Les FLC se composent des cinq branches suivantes : l'Association des professionnels soudanais, l'Alliance des forces du consensus national, les Forces de l'appel du Soudan (qui comprend les groupes armés du Front révolutionnaire soudanais), l'Alliance unioniste et l'Alliance des forces civiles.

<sup>12</sup> Sudan Tribune, 01/01/2019. [url](#)

Le 22 février 2019, le président el-Béchr déclare, à l'occasion d'un discours télévisé, l'état d'urgence pour une période d'un an, jusqu'aux élections générales de 2020. Les gouverneurs des provinces sont remplacés par des militaires, tandis que le gouvernement est dissous. Le lendemain, 23 février, les forces de sécurité, armée et milices, défilent dans les rues de la capitale à bord de tanks et de pick-up<sup>13</sup>.

### 3. Le temps du *sit-in* (6 avril – 3 juin)

Alors que la mobilisation tend à s'essouffler après un mois d'état d'urgence, l'alliance FLC cherche à pousser l'armée soudanaise à choisir le camp de la contestation en organisant la « marche du million » devant le quartier général (QG) des forces armées le 6 avril 2019. Face à l'ampleur du mouvement, une partie des forces de sécurité laisse passer les immenses cortèges qui affluent en direction de la place *Qiyada*, où, sous la protection des militaires, les manifestants vont commencer à s'installer pour passer la nuit. Au cours des nuits suivantes, les militaires présents repoussent des tentatives violentes de délogement de miliciens. Alors que les manifestants s'installent dans la durée, les barricades et incendies de pneus se multiplient à travers la ville<sup>14</sup>.

Le 8 avril, le représentant des FLC et chef du Parti du congrès soudanais (PCS, *Sudanese Congress Party*), Omar al-Digair, appelle l'armée à engager un dialogue avec l'opposition civile afin d'assurer un passage pacifique vers un gouvernement de transition. Le 10, la situation reste très incertaine. Des dizaines de pick-up, appartenant notamment aux Forces de soutien rapide (FSR, *Rapid Support Forces*<sup>15</sup>), patrouillent, lourdement armés, dans les rues de la capitale<sup>16</sup>.

**Le 11 avril, au matin, la destitution d'Omar el-Béchr est rendue publique.** L'annonce est suivie d'une liesse générale dans les rues de Khartoum. Le général Ibn Aouf, jusqu'alors ministre de la Défense, annonce la dissolution du gouvernement et du Parlement, ainsi que la suspension de la Constitution. Un **Conseil militaire de transition (CMT)** est institué. L'état d'urgence est réduit à trois mois, un couvre-feu nocturne est imposé. Ces annonces n'entraînent aucun fléchissement de la contestation. Le lendemain 12 avril, le général Ibn Aouf, honni par les manifestants, démissionne à son tour. Il est remplacé à la tête du CMT par le général Abdel Fattah al Buhran<sup>17</sup>.

Le 13 avril, le général al Buhran annonce le maintien du CMT, une transition de deux ans conclue par des élections, la levée du couvre-feu et l'ouverture de négociations avec l'opposition civile. Confrontée au blocage des négociations, les FLC annoncent unilatéralement, le 21 avril, la mise en place d'un gouvernement civil et la proclamation prochaine d'une Constitution provisoire. Cette déclaration est rejetée par le CMT qui souhaite conserver une place prédominante. Le 22, l'opposition civile annonce la rupture des négociations et appelle à la grève générale. La composition du futur Conseil souverain, qui dirigera le pays, constitue le principal point de blocage entre civils et militaires, qui revendiquent chacun la majorité au sein du Conseil afin d'y disposer d'un droit de veto de fait<sup>18</sup>.

Début mai, les négociations reprennent pour de nouveau s'interrompre à la mi-mai alors que les tensions montent entre civils et militaires, particulièrement autour du devenir du *sit-in*, les autorités réclamant la réouverture des voies de circulation routière et ferroviaire bloquées par les manifestants<sup>19</sup>.

### 4. Le démantèlement meurtrier du *sit-in* (3 juin)

Un premier épisode violent fait plusieurs morts en marge du *sit-in* le 13 mai. Face au refus des manifestants de démonter une extension récente de leurs barricades sur la rue du Nil, les militaires se retirent de la zone pour laisser la place aux FSR qui tirent à balles réelles sur les protestataires, faisant six morts et plusieurs dizaines de blessés. Le CMT se montre de plus en plus critique envers le *sit-in* et

---

<sup>13</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>14</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>15</sup> Les FSR sont, en partie, issues des groupes *janjaweed* auteurs de graves exactions au Darfour au cours des années 2000. Elles répondent aux ordres de Mohamed Hamdan Dagolo, dit Hemedti.

<sup>16</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>17</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>18</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>19</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

plus particulièrement la zone dite de « Columbia », accusée d'être avant tout un lieu de consommation de drogues<sup>20</sup>.

**Au matin du 3 juin, dernier jour du ramadan, des centaines de policiers et de membres des FSR investissent brutalement la zone du *sit-in*, frappant les manifestants présents et brûlant les tentes.** Les FSR « nettoient » les principales avenues de la ville des barricades qui les bloquaient. De nombreux activistes des FLC sont arrêtés, tandis que l'accès satellitaire à internet est bloqué pour limiter la circulation des informations. **Le bilan de l'attaque est lourd. Selon l'association des médecins soudanais, 129 corps ont été identifiés au cours des jours suivants, et plusieurs centaines de personnes ont été blessées. Les témoignages de violences graves, d'exécutions arbitraires et de viols sont nombreux<sup>21</sup>.**

Le général al Buhran présente des excuses à la télévision soudanaise. Il annonce également la fin des négociations avec l'alliance des FLC et la tenue d'élections dans un délai de neuf mois. Le 13 juin, le CMT admet publiquement le démantèlement du *sit-in* tout en affirmant ne pas être responsable des violences<sup>22</sup>.

## 5. L'après 3 juin

Au cours des jours suivants, les appels à la grève générale, à la désobéissance civile et à la mobilisation des FLC sont très suivis jusqu'au 12 juin, date à laquelle la vie reprend progressivement un aspect normal dans les rues de la capitale. Les négociations reprennent cependant avec la médiation de l'Union africaine (UA) et de l'Éthiopie. Le 15 juin, le CMT annonce son refus de se soumettre aux conditions exigées par les FLC pour une reprise des négociations. Le 17 juin, des manifestations se déroulent dans plusieurs quartiers de la capitale. Le 30 juin, un appel à une nouvelle manifestation du « Million » est largement suivi<sup>23</sup>.

Début juillet, le CMT accepte la formation d'une commission d'enquête nationale sur les événements du 3 juin, tandis que Mohamed Hamdan Daglo, dit Hemedti, le chef des FSR, annonce le retrait progressif des forces miliciennes de la capitale. Les liaisons internet sont rétablies le 9 juillet. Ces mesures, qui figuraient parmi les conditions de l'opposition civile pour une reprise des négociations, permettent d'atteindre un compromis minimal dans la nuit du 4 au 5 juillet concernant la composition du Conseil souverain. Les négociations se poursuivent et aboutissent à la signature de l'accord du 17 juillet. Cet accord représente une avancée notable même si certains points importants demeurent en suspens, concernant notamment la représentation des groupes au sein des institutions de transition, ainsi que les relations entre ces dites institutions. **La question des FSR, devenue une véritable armée parallèle toute puissante dans le pays, et des ambitions politiques de leur chef Hemedti, le véritable homme fort du CMT dont il occupe les fonctions de Vice-président<sup>24</sup>, constituent, en outre, une réelle source d'inquiétude<sup>25</sup>.**

La coalition FLC et le médiateur de l'UA se rendent à Addis-Abeba pour tenter de rallier les groupes rebelles du Front révolutionnaire du Soudan (FRS, *Sudan Revolutionary Front*) à l'accord du 5 juillet, ce qui est chose faite le 25 juillet, même si l'accord ne satisfait pas les demandes des rebelles concernant la signature préalable d'un Accord de paix et la garantie pour les leaders rebelles de se voir réserver des postes à responsabilité au sein des institutions de transition<sup>26</sup>.

Le 17 août, civils et militaires s'accordent sur un projet de Constitution provisoire prévoyant la dissolution du CMT, la formation d'un Conseil de souveraineté, composé de civils et de militaires, en charge de la conduite du pays pour une période de 39 mois, et la création de nombreuses institutions de transition<sup>27</sup>.

---

<sup>20</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>21</sup> Human Rights Watch, 17/11/2019. [url](#)

<sup>22</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>23</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>24</sup> Jeune Afrique, 06/06/2019. [url](#)

<sup>25</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>26</sup> Jean-Nicolas BACH, 07/2019. [url](#)

<sup>27</sup> Clément DESHAYES, Elena VEZZADINI, 2019/2. [url](#)

## 6. Chronologie (décembre 2018-août 2019)

### 6.1. 2018

#### 6.1.1. Décembre

**19** : des centaines de personnes manifestent à Port-Soudan, Atbara et El Nuhud pour protester contre le triplement du prix du pain. Le siège du parti présidentiel, le Parti du congrès national (PCN, *National Congress Party*), est incendié à Atbara<sup>28</sup>.

**20** : manifestations violemment réprimées dans plusieurs villes du pays, ainsi qu'à Omdourman et Khartoum. Des bâtiments officiels sont attaqués. Les sièges du parti PCN sont attaqués, voire incendiés à Gedaref et Dongola. A Gedaref, les services de sécurité tirent sur la foule, au moins huit manifestants sont tués<sup>29</sup>.

**23** : la police fait usage de gaz lacrymogènes à Khartoum contre plusieurs centaines de manifestants qui occupent une rue du centre de la capitale<sup>30</sup>.

**28** : nouvelle journée de manifestations dans plusieurs villes du pays. À la sortie d'une mosquée d'Omdourman, des centaines de fidèles scandent les mots "Liberté, paix, justice" avant que les forces anti-émeutes n'interviennent et dispersent la foule<sup>31</sup>.

**30** : après plus de dix jours de manifestations dans le pays, ayant causé la mort d'au moins 19 personnes, le président el-Béchir appelle les forces de police à la retenue<sup>32</sup>.

**31** : des milliers de Soudanais manifestent à Khartoum et dans de nombreuses autres villes du pays. Les forces de police font usage de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles pour disperser les cortèges<sup>33</sup>.

### 6.2. 2019

#### 6.2.1. Janvier

**1<sup>er</sup>** : une vingtaine de formations politiques signent une « Déclaration pour la liberté et le changement » et appellent à un changement de régime. Parmi les signataires figurent notamment l'Association des professionnels soudanais (APS, *Sudan Professional Association*), l'Alliance du consensus national (ACN, *National Consensus Alliance* – une coalition de partis d'opposition), l'Appel du Soudan (*Sudan Call* - une alliance de groupes rebelles armés) et le Rassemblement unioniste (*Unionist Gathering*)<sup>34</sup>.

**6** : les forces de sécurité dispersent par des tirs de gaz lacrymogènes des manifestants qui prenaient la direction du palais présidentiel<sup>35</sup>.

**9** : trois manifestants sont tués à Omdourman lors de la dispersion d'un rassemblement<sup>36</sup>.

**13** : la police disperse les manifestants à coups de gaz lacrymogènes à Khartoum, ainsi que dans les villes du Darfour d'Al-Facher et de Niyala. Il s'agit des premières manifestations signalées au Darfour depuis le début du mouvement insurrectionnel<sup>37</sup>.

**17** : la police disperse des manifestants marchant en direction du palais présidentiel. Au moins trois manifestants sont tués<sup>38</sup>.

---

<sup>28</sup> Sudan Tribune, 19/12/2018. [url](#)

<sup>29</sup> France 24, 20/12/2018. [url](#)

<sup>30</sup> France 24, 23/12/2018. [url](#)

<sup>31</sup> France 24, 30/12/2018. [url](#)

<sup>32</sup> RFI, 30/12/2018. [url](#)

<sup>33</sup> Sudan Tribune, 31/12/2018. [url](#)

<sup>34</sup> Sudan Tribune, 01/01/2019. [url](#)

<sup>35</sup> Sudan Tribune, 06/01/2019. [url](#)

<sup>36</sup> VOA Afrique, 10/01/2019. [url](#) ; Human Rights Watch, 10/01/2019. [url](#)

<sup>37</sup> Jeune Afrique, 13/01/2019. [url](#)

<sup>38</sup> Sudan Tribune, 17/01/2019. [url](#)

**29** : le régime décide de libérer toutes les personnes détenues (au nombre de près d'un millier) dans le cadre du mouvement de contestation populaire depuis fin décembre 2018<sup>39</sup>.

### 6.2.2. Février

**14** : les forces de sécurité disperse un cortège de plusieurs centaines de manifestants qui se dirigeait vers le palais présidentiel à Khartoum<sup>40</sup>.

**22** : le président el-Béchir annonce la dissolution du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et déclare l'état d'urgence dans tout le pays lors d'un discours à la nation<sup>41</sup>. L'Etat d'urgence et les nombreuses arrestations entraînent une baisse de la mobilisation à travers le pays, sauf à Khartoum et Omdourman<sup>42</sup>.

### 6.2.3. Mars

**14** : entrée en fonction d'un nouveau gouvernement avec au poste de Premier ministre Mohamed Taher Eila<sup>43</sup>.

**18** : nouvelles manifestations à Khartoum<sup>44</sup>.

### 6.2.4. Avril

**4** : plusieurs rassemblements sont organisés dans les rues de la capitale. La police disperse les manifestants par des tirs de gaz lacrymogènes<sup>45</sup>.

**6** : le mouvement de contestation connaît un net regain. Les manifestants parviennent aux abords du QG de l'armée à Khartoum, où ils commencent à s'installer. Pour la première fois, les manifestants atteignent un lieu symbolique du pouvoir, alors qu'à plusieurs reprises ils en avaient été empêchés par les forces de sécurité<sup>46</sup>.

**8** : les forces de sécurité tentent de disperser les milliers de manifestants installés aux abords du QG de l'armée<sup>47</sup>. Au moins huit manifestants sont tués et plusieurs dizaines d'autres blessés<sup>48</sup>.

**9** : les forces de sécurité tirent des gaz lacrymogènes pour disperser les milliers de protestataires rassemblés pour la quatrième journée consécutive en *sit-in* devant le QG de l'armée. Onze personnes, dont six membres des forces de sécurité, sont tuées à Khartoum<sup>49</sup>.

**11** : le ministre de la Défense, le général Ibn Auf, annonce à la télévision publique la destitution du président el-Béchir et la formation d'un Conseil militaire de transition (CMT), dont il prend la tête<sup>50</sup>.

**12** : face à la poursuite de contestation populaire, le général Ibn Auf annonce sa démission et nomme le général Abdel Fattah Abdelrahman Burhan comme successeur<sup>51</sup>.

**15** : nouvelle tentative de dispersion du *sit-in*<sup>52</sup>.

---

<sup>39</sup> Jeune Afrique, 29/01/2019. [url](#)

<sup>40</sup> Sudan Tribune, 14/02/2019. [url](#)

<sup>41</sup> RFI, 22/02/2019. [url](#)

<sup>42</sup> France 24, 11/04/2019. [url](#)

<sup>43</sup> VOA Afrique, 13/03/2019. [url](#)

<sup>44</sup> VOA Afrique, 18/03/2019. [url](#)

<sup>45</sup> Sudan Tribune, 04/04/2019. [url](#)

<sup>46</sup> Jeune Afrique, 06/04/2019. [url](#)

<sup>47</sup> France 24, 08/04/2019. [url](#)

<sup>48</sup> Human Rights Watch, 09/04/2019. [url](#)

<sup>49</sup> France 24, 11/04/2019. [url](#)

<sup>50</sup> Jeune Afrique, 11/04/2019. [url](#)

<sup>51</sup> RFI, 12/04/2019. [url](#)

<sup>52</sup> France 24, 15/04/2019. [url](#)



**16** : quelques jours après sa destitution, l'ex-président Omar el-Béchir est transféré à la prison de Kober, dans le Nord de Khartoum<sup>53</sup>.

**21** : l'opposition civile annonce suspendre les négociations avec le CMT et appelle à une intensification des manifestations<sup>54</sup>.

**23** : un train transportant plusieurs centaines d'opposants de la ville d'Atbara, l'un des berceaux du mouvement insurrectionnel, arrive à Khartoum. Ils viennent grossir les rangs des manifestants installés devant le QG de l'armée<sup>55</sup>.

**25** : « marche du million » à Khartoum à l'appel des forces d'opposition<sup>56</sup>.

### 6.2.5. Mai

**12** : des manifestants bloquent la rue du Nil, une des grandes artères de Khartoum, pour protester contre la fermeture par les militaires d'un pont menant à la zone du *sit-in*<sup>57</sup>.

**13** : cinq manifestants et un militaire sont tués dans une attaque, menée par des individus vêtus de treillis militaires, contre les manifestants installés sur le *sit-in*. L'opposition accuse les FSR d'Hemedti d'être les auteurs de l'attaque<sup>58</sup>.

**15** : le CMT suspend les discussions, pendant 72 heures, sur la transition politique jusqu'au démantèlement des barrages routiers érigés par les manifestants hors du lieu principal du *sit-in*<sup>59</sup>.

**20** : suspension des négociations faute d'accord trouvé sur la composition du futur Conseil souverain censé assurer la transition<sup>60</sup>.

**28 et 29** : deux jours de grève générale à l'appel de l'opposition civile alors que les négociations sont suspendues pour cause de désaccord autour du futur Conseil souverain, l'organe qui doit diriger le pays durant la transition jusqu'aux prochaines élections<sup>61</sup>.

**31** : des centaines de personnes manifestent à Khartoum pour apporter leur soutien aux militaires à la tête du pays<sup>62</sup>.

### 6.2.6. Juin

**1<sup>er</sup>** : un manifestant est tué et une dizaine d'autres sont blessés par des tirs à balles réelles des forces de sécurité, déployées en masse, aux abords du *sit-in*<sup>63</sup>.

**3** : dispersion violente du *sit-in*<sup>64</sup>.

**4** : le CMT annonce l'arrêt des négociations, l'annulation des accords conclus jusqu'alors avec l'opposition civile et la tenue d'élections nationales et régionales d'ici neuf mois<sup>65</sup>.

**5** : l'opposition civile rejette une offre de dialogue des militaires<sup>66</sup>.

---

<sup>53</sup> RFI, 17/07/2019. [url](#)

<sup>54</sup> France 24, 21/04/2019. [url](#)

<sup>55</sup> France 24, 24/04/2019. [url](#)

<sup>56</sup> RFI, 25/04/2019. [url](#)

<sup>57</sup> VOA Afrique, 14/05/2019. [url](#)

<sup>58</sup> Sudan Tribune, 14/05/2019. [url](#)

<sup>59</sup> France 24, 15/05/2019. [url](#)

<sup>60</sup> VOA Afrique, 21/05/2019. [url](#)

<sup>61</sup> RFI, 28/05/2019. [url](#)

<sup>62</sup> France 24, 01/06/2019. [url](#)

<sup>63</sup> Jeune Afrique, 02/06/2019. [url](#)

<sup>64</sup> RFI, 03/06/2019. [url](#)

<sup>65</sup> RFI, 04/06/2019. [url](#)

<sup>66</sup> VOA Afrique, 06/06/2019. [url](#)



**11** : l'alliance des Forces pour la liberté et le changement (FLC) accepte de suspendre la campagne de désobéissance civile, lancée le 9 juin, et de reprendre les négociations avec les militaires<sup>67</sup>.

**13** : le CMT reconnaît, pour la première fois, avoir ordonné la dispersion du *sit-in*, tout en se dédouanant des graves violences commises<sup>68</sup>.

**30** : plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent à travers le pays pour réclamer un transfert du pouvoir des militaires aux civils. A Khartoum, les forces de sécurité, déployées en masse, font usage de gaz lacrymogènes pour empêcher les manifestants d'atteindre le palais présidentiel, siège du CMT. On compte plusieurs tués par balles et des dizaines de blessés. Il s'agit des plus importants rassemblements depuis la dispersion du *sit-in* le 3 juin<sup>69</sup>.

### 6.2.7. Juillet

**5** : un compromis est trouvé entre les militaires au pouvoir et l'opposition civile, il prévoit la dissolution du CMT qui sera remplacé par un Conseil de transition dont la direction fera l'objet d'une alternance entre militaires et civils<sup>70</sup>.

**11** : le CMT annonce, lors d'une allocution retransmise en direct à la télévision nationale, avoir déjoué une « tentative de coup d'Etat » de militaires opposés à l'accord de partage du pouvoir conclu avec l'opposition civile<sup>71</sup>.

**17** : après deux semaines de négociations, **signature d'une déclaration politique entre militaires et civils**. Il s'agit du premier accord formellement signé depuis la chute du président el-Béchir<sup>72</sup>.

**29** : à El Obeid, dans le centre du pays, une manifestation d'étudiants est réprimée à balles réelles. Au moins cinq manifestants sont tués<sup>73</sup>. Le CMT annonce la fermeture de l'ensemble des établissements scolaires à travers le pays « jusqu'à nouvel ordre ». Les négociations entre militaires et opposition civile sont suspendues<sup>74</sup>.

**30** : des milliers de jeunes manifestent à Khartoum, Omdourman, Port-Soudan et Sennar pour protester contre la répression sanglante survenue la veille à El Obeid<sup>75</sup>.

### 6.2.8. Août

**1<sup>er</sup>** : manifestations dans de nombreuses villes du pays pour dénoncer l'impunité dont bénéficient les meurtriers des manifestants à El Obeid. Quatre nouveaux manifestants perdent la vie à Omdourman<sup>76</sup>.

**3** : après deux jours de négociations difficiles, le CMT et les leaders de l'alliance des Forces pour la liberté et le changement (FLC, Forces of Freedom and Change) parviennent à un accord sur une déclaration constitutionnelle ouvrant la voie à un transfert du pouvoir aux civils<sup>77</sup>.

**17** : **signature de l'accord de transition entre militaires et opposition civile**. La cérémonie se déroule au *Friendship Hallen*, à Khartoum, en présence de chefs d'États et de gouvernements de la région. L'accord est signé par Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemedti », le numéro deux du CMT, et Ahmed al-Rabie, représentant de l'alliance des FLC<sup>78</sup>.

---

<sup>67</sup> France 24, 11/06/2019. [url](#)

<sup>68</sup> France 24, 14/06/2019. [url](#)

<sup>69</sup> RFI, 30/06/2019. [url](#)

<sup>70</sup> France 24, 05/07/2019. [url](#)

<sup>71</sup> RFI, 12/07/2019. [url](#)

<sup>72</sup> RFI, 17/07/2019. [url](#)

<sup>73</sup> RFI, 29/07/2019. [url](#)

<sup>74</sup> France 24, 31/07/2019. [url](#)

<sup>75</sup> RFI, 31/07/2019. [url](#)

<sup>76</sup> RFI, 01/08/2019. [url](#)

<sup>77</sup> VOA Afrique, 03/08/2019. [url](#)

<sup>78</sup> RFI, 17/08/2019. [url](#)

**18 : inauguration du Conseil souverain**, composé de six civils et cinq militaires, avec une présidence tournante, d'abord confiée aux militaires (le général al-Burhan prend la tête du Conseil) pendant 21 mois, puis aux civils pour les 18 mois restants de la transition<sup>79</sup>.

**19** : ouverture du procès de l'ancien président Omar el-Béchir. Il comparaît devant un tribunal de Khartoum pour répondre d'accusations de corruption<sup>80</sup>.

**21** : prestation de serment des onze membres du Conseil souverain, ainsi que du nouveau Premier ministre l'économiste Abdallah Hamdock<sup>81</sup>.

---

<sup>79</sup> RFI, 18/08/2019. [url](#)

<sup>80</sup> France 24, 21/08/2019. [url](#)

<sup>81</sup> France 24, 21/08/2019. [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en mai 2021.

### Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch, « « They were shouting 'Kill them' » - Sudan's violent crackdown on protesters in Khartoum », 17/11/2019.

<https://www.hrw.org/report/2019/11/18/they-were-shouting-kill-them/sudans-violent-crackdown-protesters-khartoum>

Human Rights Watch, « Sudan : Protesters killed, injured – Stop lethal and excessive force against peaceful demonstrators », 09/04/2019.

<https://www.hrw.org/news/2019/04/09/sudan-protesters-killed-injured>

Human Rights Watch, « Sudan : Hundreds of protesters arrested. Free of charge detainees ; End abuse of critics », 18/01/2019.

<https://www.hrw.org/news/2019/01/18/sudan-hundreds-protesters-arrested>

Human Rights Watch, « A bloody day of protest in Sudan » 10/01/2019.

<https://www.hrw.org/news/2019/01/10/bloody-day-protest-sudan>

### Think thanks, universités et centres de recherches

Clément DESHAYES, Elena VEZZADINI, « Quand le consensus se fissure. Processus révolutionnaire et spatialisation du soulèvement soudanais », Politique africaine, 2019/2.

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2019-2-page-149.htm>

Jean-Nicolas BACH, « Ramadan de sang. Le Soudan entre révolution et négociation. Décembre 2018 – juillet 2019 », Observatoire de l'Afrique de l'Est, Note Analyse 12, 07/2019.

<https://www.sciencespo.fr/cefi/fr/content/ramadan-de-sang-le-soudan-entre-revolution-et-negociation-decembre-2018-juillet-2019.html>

Noria Research, « Class dynamics, dissemination of the Sudanese uprising – Interview with Magdi El Gizouli by Clément Deshayes », Special Issue on Sudan, 05/2019.

<https://noria-research.com/class-dynamics-dissemination-of-the-sudanese-uprising/>

Clément DESHAYES, « Lutter et contester en ville au Soudan (2009-2018) », Observatoire de l'Afrique de l'Est, Note Analyse 6, 10/2018.

[https://www.sciencespo.fr/cefi/sites/sciencespo.fr.cefi/files/OAE\\_oct18.pdf](https://www.sciencespo.fr/cefi/sites/sciencespo.fr.cefi/files/OAE_oct18.pdf)

### Médias

France 24, « Au Soudan, le Conseil souverain et le nouveau Premier ministre investis », 21/08/2019.

<https://www.france24.com/fr/20190821-soudan-investiture-conseil-souverain-premier-ministre-transition>

RFI, « Soudan : inauguration du Conseil souverain et transition vers un pouvoir civil », 18/08/2019.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190818-soudan-conseil-souverain-transition-pouvoir-civil-inaugure-abdallah-hamdock>

RFI, « Soudan : le Conseil militaire et la contestation signent l'accord de transition », 17/08/2019.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190817-soudan-accord-signature-transition-khartoum-civils-militaires>

VOA Afrique, « Soudan : accord « complet » entre militaires et contestation, enthousiasme nuancé à Khartoum », 03/08/2019. <https://www.voafrique.com/a/soudan-accord-complet-entre-militaires-et-contestation-enthousiasme-nuanc%C3%A9-%C3%A0-khartoum/5027601.html>

- RFI, « Soudan : quatre manifestants tués lors d'un rassemblement à Omdourman », 01/08/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190801-soudan-quatre-manifestants-tues-omdourman>
- RFI, « Soudan : les pourparlers dans le flou après la tuerie d'El Obeid », 31/07/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190730-soudan-pourparlers-flou-tuerie-el-obeid>
- France 24, « Au Soudan, pourparlers et cours suspendus après la mort de lycéens lors d'une manifestation », 31/07/2019.  
<https://www.france24.com/fr/20190731-soudan-cours-pourparlers-suspendus-mort-lyceens>
- RFI, « Soudan : cinq mort lors d'une manifestation d'étudiants dans le centre du pays », 29/07/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190729-soudan-cinq-morts-une-manifestation-etudiants-le-centre-pays>
- RFI, « Soudan : signature d'une déclaration politique entre les militaires et les civils », 17/07/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190717-soudan-signature-une-declaration-politique-entre-militaires-civils>
- RFI, « Soudan : l'ex-président Omar el-Béchir transféré dans une prison de Khartoum », 17/07/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190417-soudan-omar-el-bechir-transfere-une-prison-khartoum>
- RFI, « Soudan : le régime militaire annonce avoir déjoué une « tentative de coup d'Etat » », 12/07/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190712-soudan-regime-militaire-tentative-coup-etat>
- France 24, « Au Soudan, militaires et opposition trouvent un accord sur l'instance de transition », 05/07/2019.  
<https://www.france24.com/fr/20190705-soudan-militaires-opposition-accord-instance-transition>
- RFI, « Les manifestations au Soudan font plusieurs morts et des dizaines de blessés », 30/06/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190630-soudan-manifestants-marchent-vers-le-palais-presidentiel>
- France 24, « Au Soudan, les généraux au pouvoir reconnaissent avoir ordonné la dispersion brutale du sit-in du mouvement de « désobéissance civile » », 14/06/2019.  
<https://www.france24.com/fr/20190614-soudan-militaires-pouvoir-dispersion-brutale-sit-in-morts-khartoum-desobeissance-civile>
- France 24, « Soudan : fin du mouvement de désobéissance civile et reprise des négociations », 11/06/2019.  
<https://www.france24.com/fr/20190611-soudan-mediateur-ethiopien-fin-mouvement-desobeissance-civile>
- VOA Afrique, « Soudan : la contestation rejette le dialogue, au moins 108 morts dans la répression », 06/06/2019.  
<https://www.voafrique.com/a/soudan-la-contestation-rejette-le-dialogue-au-moins-108-morts-dans-la-r%C3%A9pression/4947855.html>
- Jeune Afrique, « Soudan : le général « Hemetti », numéro deux du Conseil militaire et figure de la contre-révolution », 06/06/2019.  
<https://www.jeuneafrique.com/783698/politique/soudan-le-general-hemedti-numero-deux-du-conseil-militaire-et-figure-de-la-contre-revolution/>
- RFI, « Soudan : l'armée annule ses accords avec les contestataires et appelle à des élections », 04/06/2019.  
<https://www.jeuneafrique.com/783995/politique/soudan-larmee-annule-ses-accords-avec-les-contestataires-et-appelle-a-des-elections/>
- RFI, « Soudan : les militaires utilisent la force pour disperser le « sit-in » », 03/06/2019.  
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190603-soudan-militaires-utilisent-force-tenter-disperser-le-sit-in-khartoum-spa>
- Jeune Afrique, « Soudan : un mort et dix blessés après des tirs à Khartoum », 02/06/2019.  
<https://www.jeuneafrique.com/783192/politique/soudan-un-mort-et-dix-blesses-apres-des-tirs-a-khartoum/>

France 24, « Au Soudan, des centaines de personnes mobilisées pour soutenir le pouvoir militaire », 01/06/2019. <https://www.france24.com/fr/20190601-soudan-manifestation-rue-armee-pouvoir-conseil-militaire-afrique>

RFI, « Grève générale au Soudan : des manifestations à Khartoum », 28/05/2019. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190528-greve-generale-soudan-activite-deja-perturbee-mardi>

VOA Afrique, « Soudan : pas d'accord entre militaires et civils sur la transition », 21/05/2019. <https://www.voaafrique.com/a/soudan-pas-d-accord-entre-militaires-et-civils-sur-la-transition/4925815.html>

France 24, « Au Soudan, l'armée suspend les discussions sur la transition politique », 15/05/2019. <https://www.france24.com/fr/20190515-soudan-dialogue-suspension-conseil-militaire-manifestants-levee-barrages-armee>

Sudan Tribune, « Armed elements kill 6 people including military after attack on protest site in Khartoum », 14/05/2019. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article67505>

VOA Afrique, « Poursuite des pourparlers au Soudan après une nuit de violences meurtrières », 14/05/2019. <https://www.voaafrique.com/a/poursuite-des-pourparlers-au-soudan-apr%C3%A8s-une-nuit-de-violences-meurtri%C3%A8res/4916711.html>

RFI, « Soudan : marche gigantesque à Khartoum pour demander un pouvoir civil », 25/04/2019. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190425-soudan-marche-gigantesque-khartoum-demander-pouvoir-civil>

France 24, « Soudan : des centaines d'opposants viennent grossir les rangs des manifestants à Khartoum », 24/04/2019. <https://www.france24.com/fr/20190424-centaines-soudan-atbara-berceau-contestation-convergent-khartoum-armee>

France 24, « Soudan : les manifestants suspendent les discussions avec le conseil militaire », 21/04/2019. <https://www.france24.com/fr/20190421-soudan-manifestation-el-bechir-suspension-negociation-conseil-militaire-civil-al-burhan>

France 24, « Les manifestants soudanais dénoncent une tentative de disperser leur sit-in », 15/04/2019. <https://www.france24.com/fr/20190415-soudan-manifestants-spa-tentative-dispersion-sit-in-armee>

RFI, « Soudan : le général Ibn Auf cède sa place à la tête du Conseil militaire de transition », 12/04/2019. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190412-soudan-chef-conseil-militaire-place-autre-militaire-abdel-fattah-abdelrahman-aurhan>

Jeune Afrique, « Soudan : Omar el-Béchir destitué par l'armée », 11/04/2019. <https://www.jeuneafrique.com/761484/politique/soudan-omar-el-bechir-destitue-par-larmee/>

France 24, « Chronologie de quatre mois de contestation contre le régime au Soudan », 11/04/2019. <https://www.france24.com/fr/20190411-afrique-soudan-chronologie-crise-contestation-antigouvernementale-omar-el-bechir>

France 24, « Des manifestants soudanais repoussés par les forces de l'ordre à Khartoum », 08/04/2019. <https://www.france24.com/fr/20190408-soudan-karthoum-manifestation-omar-elbechir-gaz-lacrymogenes-qg-armee>

Jeune Afrique, « Crise au Soudan : des manifestants pour la première fois devant le QG de l'armée », 06/04/2019. <https://www.jeuneafrique.com/759734/politique/crise-au-soudan-des-manifestants-pour-la-premiere-fois-devant-le-qg-de-larmee/>

Sudan Tribune, « Sudanese hold protests in Khartoum ahead of big rally on Saturday », 04/04/2019. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article67324>

VOA Afrique, « Nouvelles manifestations au Soudan », 18/03/2019.

<https://www.voaafrique.com/a/nouvelles-manifestations-au-soudan/4836083.html>

VOA Afrique, « Un nouveau gouvernement au Soudan », 13/03/2019.

<https://www.voaafrique.com/a/un-nouveau-gouvernement-au-soudan/4827366.html>

RFI, « Soudan : le président Béchir limoge le gouvernement et proclame l'état d'urgence », 22/02/2019.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190222-soudan-president-bechir-limoge-gouvernement-etat-urgence>

Sudan Tribune, « Sudanese authorities disperse demonstrators in Khartoum as protests enter 3rd month », 14/02/2019. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article67070>

RFI, « Soudan : l'Association de professionnels soudanais à la pointe de la contestation », 31/01/2019.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190131-soudan-association-professionnels-soudanais-pointe-contestation>

Jeune Afrique, « Contestation au Soudan : Khartoum annonce la libération de toutes les personnes détenues », 29/01/2019. <https://www.jeuneafrique.com/723499/politique/contestation-au-soudan-khartoum-annonce-la-liberation-de-toutes-les-personnes-detenees/>

Sudan Tribune, « Sudan cracks down violently on Thursday protesters, 3 killed », 17/01/2019.

<https://www.sudantribune.com/spip.php?article66929>

Jeune Afrique, « Soudan : tirs de gaz lacrymogènes sur les manifestants à Khartoum et au Darfour », 13/01/2019. <https://www.jeuneafrique.com/704172/politique/soudan-nouvelles-manifestations-a-khartoum-et-au-darfour/>

VOA Afrique, « Soudan : trois personnes mortes lors d'une manifestation à Omdurman », 10/01/2019.

<https://www.voaafrique.com/a/soudan-trois-personnes-mortes-lors-d-une-manifestation-%C3%A0-omdurman-/4736757.html>

Sudan Tribune, « Sudanese security disperses protests, arrests university professors and journalists », 06/01/2019. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article66878&utm>

Sudan Tribune, « Sudanese opposition groups issue declaration for regime change », 01/01/2019.

<https://sudantribune.com/spip.php?article66861>

Sudan Tribune, « Sudanese participate significantly in anti-government protests despite security measures », 31/12/2018. <https://sudantribune.com/spip.php?article66856>

France 24, « Au Soudan, les revendications des manifestants concernent plus que le prix du pain », 30/12/2018. <https://www.france24.com/fr/20181230-soudan-revendications-manifestations-opposition-bechir-violence-politique>

RFI, « Manifestations au Soudan : le président el-Béchir appelle la police à la retenue », 30/12/2018.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181230-manifestations-soudan-president-police-moins-utiliser-force>

France 24, « Nouvelles manifestations au Soudan contre la vie chère », 23/12/2018.

<https://www.france24.com/fr/20181223-soudan-khartoum-manifestations-vie-chere>

France 24, « Soudan : plusieurs morts et blessés dans des protestations contre la vie chère », 20/12/2018. <https://www.france24.com/fr/20181220-afrique-soudan-khartoum-protestations-vie-chere-mort-blesses-hausse-prix-pain>

Sudan Tribune, « Large protests erupt across Sudan over price hikes », 19/12/2018.

<https://www.sudantribune.com/spip.php?article66796>